

Arrêté préfectoral complémentaire définissant les aménagements pérennes et transitoires permettant des économies de prélèvements d'eau et la limitation des rejets dans le milieu des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que des mesures de gestion de crise.

**Société LABORATOIRES EXPANSCIENCE
(N°AIOT 0010000316)**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment son livre II et ses articles L.214-7 notamment les articles L.214-7 et L.211-3 et R. 181-45 et son livre V ;

VU l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2006 réglementant les activités de la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE sur le territoire de la commune de Epernon ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2010 autorisant l'exploitation d'une nouvelle unité de fabrication de produits pharmaceutiques et dermo-cosmétiques pour la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE sur le territoire de la commune de Epernon ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2024 imposant l'établissement d'un diagnostic des activités de la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE ;

VU l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU la réponse de la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE en date du 21 mai 2025 et complétée le 10 septembre 2025 en application de l'arrêté du 12 juillet 2024 susmentionné,

VU le rapport et les propositions du 05 mars 2026 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire ;

VU la notification en date du 13 mars 2026 à la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE du projet d'arrêté préfectoral,

Vu le courrier du 26 mars de la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE indiquant qu'elle n'avait aucune observation à formuler sur ce projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que la crise sécheresse de l'été 2023 a entraîné la mise en place de mesures de restriction des usages de l'eau dans le département d'Eure-et-Loir ;

CONSIDERANT que les prélèvements et rejets des industriels sont visés par des mesures de restriction d'usage en cas de crise climatique grave ;

CONSIDERANT que cette action constitue une priorité nationale définie par le Ministère de la Transition écologique ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées doit établir toute mesure permettant de limiter les prélèvements d'eau des entreprises et leurs rejets dans les milieux tout en préservant au mieux les activités industrielles ;

CONSIDERANT que les activités exercées dans l'établissement de la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE, Rue des Quatre Filles, 28230, Epernon génèrent des prélèvements significatifs dans le milieu naturel et le réseau d'alimentation d'eau potable ;

CONSIDERANT que l'établissement LABORATOIRES EXPANSCIENCE, a établi un diagnostic de ses prélèvements et de ses rejets et de gestion de crise, ainsi qu'un plan de travail permettant la mise en place d'aménagements pérennes ou transitoires afin de limiter ces prélèvements ;

CONSIDERANT que l'article R.181-45 dispose que le préfet peut imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1 – Objet de l'arrêté

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à LABORATOIRES EXPANSCIENCE dont le siège social est situé 1 Place des Saisons, 92400, Courbevoie pour la fabrication de produits pharmaceutiques et dermo-cosmétiques sur le territoire de la commune de Epernon.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 – Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

La prescription suivante est abrogée :

- L'alinéa 2 de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2006

Article 3

La société LABORATOIRES EXPANSCIENCE doit mettre en place les aménagements proposés le 10 septembre 2025 dans le diagnostic des consommations d'eau des processus industriels et autres usages (domestiques, arrosages, lavage...) pour son établissement situé Rue des Quatre Filles, 28230, Epernon.

Ces aménagements permettent des réductions de prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ainsi qu'une diminution des rejets des prétraitements dans la station d'épuration communale.

Ces aménagements sont pérennes ou appliqués en cas de sécheresse et donc limités dans le temps.

L'établissement met en place les mesures de gestion de la crise.

Article 4 – Aménagement Pérennes

Le diagnostic a mis en évidence les aménagements pérennes suivants :

- D'ici le 31 décembre 2026:
 - Assurer le refroidissement des réacteurs de la station biologique via un groupe froid pour un gain estimé de 1 200 m³/an ;
 - Mise en place d'une procédure de gestion de la crise hydrique intégrant les modalités de veille de la survenue d'une crise, la méthode du calcul de référence, les mesures de gestions de crise et les modalités de reporting. ;
 - Remplacement des deux TAR et l'ensemble des groupes froids principaux par des plateformes centralisées de production de froid et récupérer l'eau de pluie. Cette action conduit à un gain estimé de 3 600 m³/an. La faisabilité de cet aménagement est analysée au regard de l'analyse méthodique des risques de l'établissement ;
 - Mise en place d'une cuve de récupération d'eau de pluie de 350 m³ pour capter les précipitations issues des toitures de la salle des machines pour un gain estimé de 479 m³/an;
 - Mise en place d'une campagne de recherche des fuites intégrant un renforcement de la maintenance des installations ;
 - Sensibilisation du personnel avec un programme de formation régulier et des indicateurs de suivi.
- D'ici le 31 décembre 2027 :
 - Remplacement des pompes à vides à anneaux liquides d'un des deux distillateurs moléculaires EDMA et B par une autre technologie (substitution ou recyclage) ;
 - Remplacement de l'eau purifiée par de l'eau adoucie pour les premiers lavages des réacteurs de l'unité dermo-cosmétique avec un gain estimé de 500 à 1000 m³/an ;
- D'ici le 31 décembre 2029 :
 - Remplacement des pompes à vides à anneaux liquides du deuxième distillateurs moléculaires EDMA et B par une autre technologie (substitution ou recyclage) avec un gain estimé de 20 000 m³/an ;
 - Réalisation d'une étude destinée à évaluer la faisabilité de remplacer les pompes à vides à anneaux liquides des process B3 et B4. Si l'étude conclue que cet aménagement est réalisable, une mise en place est prévue d'ici le 31 décembre 2030 ;

- Réalisation d'une étude destinée à évaluer la faisabilité d'alimenter les stations de traitement des eaux usées via un stockage d'eau issue des rejets osmoseurs, des 3^{es} eaux de lavage, des surnageants ou des eaux issues de la nanofiltration.

Les aménagements pérennes cités ci-dessus conduisent à une réduction du ratio de 0,00038 m³ d'eau prélevée par unité produite par rapport au ratio de 2025 de 0,00142 m³ par unité produite.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant de s'assurer de la mise en place des mesures mentionnées au paragraphe 1 du présent article dans les délais inscrit ci-dessus.

Article 5 – Aménagement transitoire en cas de crise hydrologique

En fonction du franchissement des seuils définis dans les arrêtés préfectoraux de restriction de l'usage de l'eau, l'exploitant met en place les dispositions suivantes

Équipement/usage	Actions mise en place			
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Dispositions spécifiques issues de l'étude menée par l'exploitant devant comporter a minima les actions proposées ci-contre.	<ul style="list-style-type: none"> - Information et sensibilisation du personnel du seuil de sécheresse atteint et des restrictions applicables ; - Information immédiate du préfet de tout incident susceptible d'induire une pollution des réseaux d'alimentation en eau potable et des milieux naturels, notamment la masse d'eau de rejet ; - Interdiction des usages non-prioritaires suivants : l'arrosage des espaces verts, des murs, des sols et des voiries (hors nécessité pour la sécurité ou la salubrité) ; - Surveillance des pertes d'eau dans les réseaux de distribution. 			
	Définition d'un programme renforcé de surveillance journalière des prélèvements d'eau, de la consommation nette ; -Lavage des engins, des poids lourds et des véhicules légers autorisé uniquement en station équipée de système de recyclage de l'eau.	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du programme renforcé de surveillance ; - Report des opérations exceptionnelles génératrices d'eau polluées (vidanges, nettoyages des équipements...) non strictement essentielles au maintien de l'activité de l'exploitation et de la sécurité du site ; - Arrêt du lavage des engins, des poids lourds et des véhicules légers. 		
		- Sous la forme d'un bilan à disposition de l'inspection des installations classées, proposition d'un pourcentage de diminution des prélèvements et	Transmission des données de prélèvement, et la consommation nette à l'inspection des installations classées à une fréquence heb-	-Arrêt de l'activité sur décision du préfet.

		de la consommation nette, en précisant les actions prévues pour l'atteindre ; - Transmission à l'inspection des installations classées des besoins prévisionnels en eau pour les 4 semaines suivant la parution de l'arrêté préfectoral de mesures restrictives de l'usage de l'eau. Cette information est renouvelée toutes les 4 semaines ;	domadaire. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.	
Vérification de la disponibilité des moyens de lutte en cas d'incendie (internes et externe) définie dans l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2006	Hebdomadaire	Journalier		

Article 6 : Notification et mesures de publicité

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté est transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

Article 7 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

A – Recours contentieux

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

B – Recours administratif

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 8 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le

01 AVR. 2026

Le Préfet,

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Agnès BONJEAN